Jeux et enjeux d'appropriation des espaces collectifs par une population d'origine maghrébine

Noria Boukhobza

▶ **To cite this version:**

Noria Boukhobza. Jeux et enjeux d'appropriation des espaces collectifs par une population d'origine maghrébine. La société des voisins. Partager un habitat collectif, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, pp.303 - 317, 2005, 10.4000/books.editionsmsh.3399 . hal-03167761

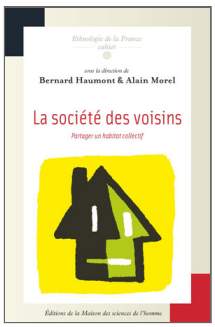
HAL Id: hal-03167761

https://univ-tlse2.hal.science/hal-03167761

Submitted on 12 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Bernard Haumont et Alain Morel (dir.)

La société des voisins
Partager un habitat collectif

Éditions de la Maison des sciences de l'homme

Jeux et enjeux d'appropriation des espaces collectifs par une population d'origine maghrébine

Noria Boukhobza

DOI : 10.4000/books.editionsmsh.3399
Éditeur : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Ministère de la Culture
Lieu d'édition : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Ministère de la Culture
Année d'édition : 2005
Date de mise en ligne : 22 octobre 2015
Collection : Ethnologie de la France
ISBN électronique : 9782735119318

OpenEdition books

http://books.openedition.org

Ce document vous est offert par Université Toulouse 2 - Jean Jaurès

Référence électronique
BOUKHOBZA, Noria. *Jeux et enjeux d'appropriation des espaces collectifs par une population d'origine maghrébine* In : *La société des voisins : Partager un habitat collectif* [en ligne]. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2005 (généré le 12 mars 2021). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/editionsmsh/3399>. ISBN : 9782735119318. DOI : https://doi.org/10.4000/books.editionsmsh.3399.

Noria Boukhobza

Jeux et enjeux d'appropriation des espaces collectifs par une population d'origine maghrébine

Nous chercherons ici à déterminer les enjeux à l'œuvre s'agissant des modes d'appropriation des espaces publics et collectifs dans un quartier urbain où domine une population d'origine maghrébine. Cette population possède ses propres représentations et usages des espaces. Ils sont marqués par la dimension sexuée qui, dans les sociétés méditerranéennes, régule, tant à l'intérieur du foyer qu'à l'extérieur, le rapport masculin-féminin. Qu'il s'agisse de grands ensembles toulousains – où la population s'avère dense – ou du quartier des Prats à Aubière – composé de vingt-quatre familles d'origine algérienne –, les relations sociales et familiales demeurent codifiées et ritualisées[1]. David Lepoutre en avait déjà fait le constat (Lepoutre 2001).

Une première série d'observations et d'entretiens à Aubière a permis de mettre en évidence une manière d'occuper les espaces collectifs présentée comme une sorte de moment idéal du vécu communautaire. La confrontation entre cette époque de référence et le vécu d'aujourd'hui peut éclairer ce qui se passe sur un autre terrain, celui de Toulouse, où vit une population plus récemment implantée dans des quartiers ayant, dans les représentations collectives, l'image de quartiers « en difficulté » concentrant une population essentiellement d'origine étrangère.

Penser l'immigration dans son versant féminin suppose de venir à bout de certains stéréotypes d'ordre culturel, liés à une métaphysique des sexes, postulant que l'homme est assimilé à l'universel, au général, la femme ne représentant que l'autre, le particulier. La migration des femmes ne pouvant dès lors être envisagée que comme seconde, connexe, ces dernières en viennent à ne constituer

1. Les deux régions concernées – Midi-Pyrénées et Auvergne – présentent en moyenne 4,2 % d'étrangers sur leur territoire selon le recensement de 1990.

que la minorité de la minorité. Ce qui explique qu'on n'a semblé découvrir les femmes immigrées dans la société française qu'à une époque relativement récente. Femmes invisibles au regard des sociologues, elles émergent autour des années 1970 dans les travaux sur l'émigration qui leur réservent quelques pages à la « rubrique famille » (Andézian & Streiff 1978).

Dans les années 1980, le regard sur « les jeunes filles immigrées » et, plus particulièrement, sur celles d'origine maghrébine, s'est modifié du fait de leur forte présence sur la scène scolaire. S'impose alors l'image d'un renouveau, d'une échappée progressive ou brutale du carcan de la tradition. On s'accorde à penser qu'il y a eu une rupture dans le monde des immigrés originaires du Maghreb, rupture patente incarnée par cette génération de jeunes filles et ayant pour corollaire leur émancipation sociale et sexuelle.

« Survisibles » dans les institutions scolaires – un espace « du dedans » qui constitue une extension de l'espace privé –, ces jeunes filles issues de l'immigration n'en demeurent pas moins invisibles dans les espaces publics du quartier. Quels sont les mécanismes qui n'autorisent pas à penser pleinement leur place, qui tendent à oblitérer leur présence dans les espaces publics et collectifs du quartier ? Qu'est-il advenu de leur rôle de vecteur du changement ? Quand elles sont actrices dans ces quartiers, que produisent-elles ? Quels modes d'associations choisissent-elles pour se rendre visibles dans les espaces sociaux ?

En comparant ces deux terrains et en nous centrant sur le rôle de catalyseur des positions du groupe d'origine et de celui d'accueil de ces jeunes filles, nous observerons les espaces du côté de l'« invisible ». Comme dans un jeu d'ombres chinoises, c'est en regardant du côté de l'ombre que, par transparence, on verra apparaître la partie visible.

A Aubière : gagner du terrain

A son arrivée, en 1955, le groupe de personnes qui constituera plus tard le quartier des Prats à Aubière avait été logé dans une cité de transit, la cité des Landais. Dix années durant, quinze familles y habitèrent ensemble. Ce n'est que vers les années 1970 que ces familles déménagèrent, à la suite du projet de construction d'un complexe sportif universitaire sur le site où elles vivaient. En 1971, dans le quartier des Prats, s'installèrent donc vingt-deux familles maghrébines ayant donné naissance, en France pour la plupart, à cent quatorze enfants.

Leur arrivée suscita des polémiques dans la commune d'Aubière. On reprochait d'abord aux immeubles surplombant la ville d'être visibles depuis la place principale. Les nouvelles constructions révélaient la présence d'une population, jusque-là tolérée dans les anciens bidonvilles parce que « cachée ». Désormais, elle ressortait sur la toile de fond du paysage aubiérois. En bas du quartier vivaient les Portugais, au milieu, les Algériens et, en haut, les Espagnols et les Français. L'intégration de chaque groupe et leur cohésion devaient désormais s'effectuer au sein de ce nouvel espace, investi au rythme des vagues de migrations propres à chacune des populations. Pour ces habitants issus de la première génération, il était possible de se construire une mémoire et de faire en sorte que le quartier devienne un lieu que l'on puisse relier au village d'origine. Les voisins étaient des cousins, des membres de la famille.

Le quartier se composait de trois immeubles à quatre niveaux, les H1, H2, H3, ce dernier regroupant les familles peu nombreuses, tandis que dans les deux autres blocs habitaient les familles de plus de six enfants. Les appartements de H1 et H2 comprenaient quatre chambres, deux salles d'eau, un grand salon et une salle à manger. A l'extérieur, aucun espace n'avait été pensé pour les enfants alors que les mères algériennes, au fil des années, donnèrent naissance à plus d'enfants que celles des autres groupes. Il en résulta très vite un déséquilibre.

Ce quartier était fermé en haut par un « grand mur noir » construit en lave de Volvic. Un concierge surveillait l'entrée et en interdisait l'accès aux jeunes. En bas, une clôture le séparait des HLM habitées par les Portugais. Chaque élément de séparation – le grillage, le mur, les espaces verts – avait une fonction différente selon les activités des uns et des autres et, bien sûr, en fonction des âges et des sexes. Le grillage, complété par une pente composée d'arbustes et d'épineux, établissait une « zone frontière » entre quartier du haut et quartier du bas. Cet espace de séparation d'avec une zone « sauvage » non urbanisée fit l'objet d'un détournement de sa fonction au profit d'usages domestiques et ludiques. Dans un premier temps, les familles y étendaient leur linge. Parfois des conflits naissaient autour de cette activité. Être la première à s'approprier le lieu révélait « la bonne éducation ». Les mères observaient alors depuis leur fenêtre les luttes de leurs filles aînées autour de l'étendoir. C'était une manière d'exposer aux yeux de tous « la bonne tenue de leur fille ». Le grillage servait aussi pour jouer : filles et garçons y apprenaient à sauter.

Pendant la journée, sous les fenêtres, les enfants étaient souvent sermonnés lorsqu'ils jouaient avec des ballons, par crainte qu'ils ne cassent une fenêtre. C'est donc sur le parking, puis dans les espaces verts avoisinants composés de champs et d'espaces « sauvages », que filles et garçons participaient aux différentes activités collectives. Le parking, espace libéré par les propriétaires des voitures, était alors devenu le lieu où filles et garçons entre huit et douze ans jouaient au ballon prisonnier. Le mur du bâtiment servait aux jeux de balles qui le maculaient régulièrement. Les voitures étaient plutôt garées sur les côtés, en vue.

Les espaces verts voisins furent alors annexés, ce qui provoqua des conflits. Malgré les plaintes répétées du gardien de la résidence de « Gergovie », les jeunes continuèrent à se les approprier, parfois à leurs risques et périls. Ainsi, un courrier du 6 novembre 1972 de l'OPAC en réponse à une plainte de la résidence de « Gergovie » auprès de la mairie indique :

> Il s'avère que si des petits Musulmans pénètrent parfois sur les espaces verts de la résidence « Gergovie », c'est pour partager des jeux avec les enfants des locataires de ladite copropriété, lesquels ne manquent pas eux aussi de se mêler aux divertissements qui se livrent sur le territoire de notre groupe. Bien sûr, ces derniers passent-ils assez inaperçus du fait de leur nombre réduit par rapport à celui des jeunes Arabes.

Quant au propriétaire des autres champs cultivés, exaspéré, il envoyait de temps en temps son « berger allemand » mais sans succès puisque les jeunes avaient intégré ce risque dans leurs jeux. Aujourd'hui, le champ est devenu un lotissement et son accès a été interdit par un grillage.

Vers 1975, l'OPAC, pour combler un manque et réduire les animosités entre les habitants des Prats et ceux de la commune d'Aubière, a construit une aire de jeux pour les enfants. Comme ses responsables pensaient avoir affaire à des jeunes « difficiles », l'aire de loisirs fut construite sur du béton et dotée de structures de jeu en fer. La seule utilisation de matériaux industriels renvoie indéniablement à une forme d'emprisonnement. Cet espace se trouvait proche du H1 et d'une zone « sauvage » trop éloignée pour que les jeunes s'y aventurent. Il y eut des accidents, des lèvres ouvertes, des bras cassés à la suite des chutes répétées sur le béton. L'aire de jeux officielle fut alors délaissée et, aujourd'hui encore, personne ne s'y aventure. De plus, il faut aussi noter qu'elle est située à l'entrée du quartier et qu'elle est perçue comme un seuil qu'il est dangereux de franchir.

Dès le début des années 1970 fut mise à la disposition des habitants une salle au rez-de-chaussée du bâtiment H2. Elle comportait un point d'eau et des ouvertures pour faire entrer la lumière. Cette salle fit l'objet de plusieurs types d'occupation qui en ont modifié la fonction. Elle fut tout d'abord utilisée par les mères de famille qui, sous l'impulsion d'une assistante sociale, y apprenaient à coudre et à tricoter. Puis elle a servi au gardien, nommé par l'OPAC et habitant dans le quartier, d'atelier de bricolage. Cela a duré un an. Ensuite, le groupe a fait pression et a souhaité récupérer cet espace. En 1974, la salle a été confiée à l'amicale des Algériens pour y donner des cours d'arabe à leurs enfants. Elle recevait donc chaque samedi après-midi une bonne trentaine d'enfants. En même temps, les familles, à tour de rôle, s'appropriaient ce lieu pour réaliser le rituel du « sadaka » inscrit dans les cinq piliers de l'islam. Il consiste en une aumône, qui prenait la forme, ici, d'un repas. Les cours d'arabe furent annulés quelques années plus tard et déplacés sur un autre site car la salle était devenue trop petite. Puis, en 1977, un groupe de filles, alors âgées de treize à quatorze ans, émit le souhait de monter une chorégraphie de danse contemporaine. Elles ont ainsi occupé cette salle pendant quelques mois pour y suivre des cours donnés par une jeune fille du quartier âgée de seize ans. Celle-ci, faisant de la danse classique à l'Opéra et étant expérimentée, faisait autorité dans le groupe et auprès des parents. Pour les garçons du même âge, le lieu de rencontre était plutôt « la salle à vélos » du H3, peu éclairée, lieu d'initiation à la première cigarette de tabac ou de haschich.

Par la suite, à partir de 1978, cette salle fut le lieu de rencontre des pères. Cette occupation a coïncidé avec l'arrivée des « frères musulmans » dans la ville de Clermont-Ferrand et le vieillissement des parents. Dès lors, et du fait que ce lieu devint un lieu de prière, il n'était plus possible de le partager avec d'autres. Les jeunes devaient s'en tenir à bonne distance afin de permettre aux pères de se retrouver dans la sérénité, même si tous n'y venaient pas car ils se trouvaient en désaccord avec cette implantation d'une mosquée dans le quartier. Cette dernière a donné un autre aspect au quartier. Par exemple, les conflits « privés » des couples se résolvaient dans cette salle, en public, sous l'autorité du groupe et en présence d'un imam. Les hommes ont alors assis leur pouvoir en renouant avec une pratique coutumière.

Au fil des ans, ce quartier, initialement constitué d'une population d'origine algérienne et qui avait l'allure d'une grande famille (avec ses avantages et ses inconvénients), s'est transformé. A la suite

d'une procédure de relogement, dix-huit familles (sur vingt-quatre) furent déplacées pour investir les immeubles du haut, qui leur étaient restés pendant longtemps inaccessibles. A leur place, une nouvelle population française de classe moyenne s'est installée. Autrefois, dans les espaces collectifs du quartier du bas, le hall de l'immeuble, où se trouvent les boîtes aux lettres, était le lieu des discussions, voire des disputes entre les femmes. C'était aussi celui des enfants quand il pleuvait. Aujourd'hui, dans les H3, H2 et H1 il n'est plus qu'un passage où les individus se croisent, circulent dans un silence quasi monacal. Près du parking, une pelouse permettait auparavant aux femmes de s'asseoir sur l'herbe, de discuter. Parfois, pendant l'été, elles y mettaient à sécher la laine lavée et restaient là à échanger des propos concernant le mariage de leurs enfants tout en surveillant ce qui se passait autour d'elles. La vie se déroulait dehors. Aujourd'hui, cet endroit est devenu l'endroit de prédilection des chiens. Alors qu'ils étaient à l'origine les lieux privilégiés des relations sociales, les espaces extérieurs ne sont plus que des « lieux de transit, de passage » pour une frange de la population. Ils sont dans bien des cas délaissés, sans statut et parfois sans âme. Vingt-cinq ans plus tard, l'arrivée d'une nouvelle population, la construction d'autres immeubles, la présence d'autres acteurs sociaux ont remodelé le visage du quartier. Ce déplacement a entraîné une nouvelle hiérarchisation des espaces publics : le haut du quartier a été dévalorisé du fait de la présence des familles d'origine maghrébine.

Ce haut, se situant à la limite d'une zone semi-sauvage, est devenu le lieu où se cristallisent tensions et conflits. Les jeunes s'y installent dans leur voiture, nouvel espace privé sur un lieu dit public. Ils sont soupçonnés de « faire du trafic ». L'espace qu'ils peuvent s'approprier se réduit à leur véhicule, ils y boivent, mangent, écoutent de la musique, discutent, font des échanges licites et illicites. Les filles, quant à elles, partent travailler à l'extérieur du quartier. Leurs mères, âgées, ne peuvent plus monter la côte des Caves même s'il existe une navette reliant, toutes les deux heures, leur quartier à la place centrale de la commune. Elles restent donc cantonnées le plus souvent « chez elles ».

Il existe donc une répartition sexuée des lieux du quartier : pères et fils s'approprient les espaces collectifs comme la cage à vélos ou la salle de prière alors que mères et filles occupent les espaces privés. On constate des usages séparés des espaces collectifs et publics, ce qui entraîne des comportements d'évitement vis-à-vis de ceux qui n'appartiennent pas au même groupe. Ce cloisonnement a le mérite de ne pas altérer ni entraver le développement harmonieux de chacun.

A Empalot : des jeunes filles « hors jeu »

Selon le type d'occupation d'un même lieu, celui-ci peut prendre successivement un caractère public ou privé. L'identité des individus est appréciée en fonction de leur manière d'occuper ces endroits.

Qu'en est-il des grands ensembles urbains où des populations de toutes origines se côtoient ? Les relations de voisinage se maintiennent-elles dans ce contexte particulier ? A Empalot, quartier de Toulouse où les immeubles constituent des barres de douze étages, les relations entre masculin et féminin se jouent différemment. Filles et garçons se côtoient dans les espaces collectifs sans pour autant se rencontrer. Ce refus de la mixité est ici manifeste et concerne particulièrement les populations d'origine maghrébine. Ce constat invite à s'interroger sur la possibilité même pour les filles de conquérir une place dans l'espace public. Que se passe-t-il lorsqu'elles deviennent actrices dans ces quartiers ? Si ces derniers s'avèrent être pour les jeunes filles « un lieu de transit », il faut alors s'interroger sur leur manière d'occuper un espace public. C'est au cœur du quartier que se situent désormais les enjeux d'appropriation.

Depuis 1982, dans le quartier d'Empalot, une association intitulée AIFOMEJ[2] a été créée par des femmes d'origine maghrébine. Elle avait pour but de faire sortir ces « femmes d'intérieur » de chez elles. Au début, l'association se contenta de les réunir pour qu'elles puissent parler de leurs difficultés quotidiennes car on leur supposait des centres d'intérêt plutôt d'ordre familial. Ces associations n'œuvraient pas réellement en direction d'une insertion dans la communauté française mais plutôt vers une meilleure organisation du milieu familial des femmes. Certaines d'entre elles ont pris des initiatives au sein de l'association et sont même allées jusqu'à chercher un emploi à l'extérieur, motivées en général par la nécessité d'apporter un soutien à leur mari. Repérées pour leur efficacité, ces femmes sont devenues, malgré elles, « des médiatrices », des « femmes-relais ».

Aujourd'hui, le public de cette association est toujours constitué par les femmes mais aussi par des jeunes en difficulté. Ce sont essentiellement des garçons. AIFOMEJ n'a pas de projet précis pour les jeunes filles. Celles-ci préfèrent se tenir à l'écart en raison d'un conflit de générations que l'une d'entre elles analyse ainsi : « Nous ne voulons pas aller dans un endroit où nos mères peuvent venir

2. AIFOMEJ : Association d'insertion des femmes d'origine maghrébine et des jeunes.

quand elles veulent, nous ne pouvons rien faire, de crainte qu'elles nous surprennent. » Une autre ajoute : « Nous voulons un lieu pour nous, pour nous exprimer, rigoler, sans être vues par nos mères, il faut dissocier les points de rencontre. » Une animatrice de cette association pense qu'il faut « soit s'occuper des mères, soit des filles car il est difficile de concilier les deux univers hors du foyer ».

Un espace pour le débat

Une action intitulée « Mémoire de filles, histoires de quartier » a finalement vu le jour à la demande d'un groupe de jeunes filles du quartier d'Empalot qui avaient envie d'un lieu pour parler, se rencontrer, discuter sans être regardées ni jugées. Aucun espace de discussion n'existait dans leur institution scolaire. Elles ne voulaient pas aller à la Maison des jeunes et de la culture, endroit « occupé » par les garçons, ni dans les associations pour les femmes, espace des mères. Depuis quelques années, par le biais de l'association Intermed'[3], j'ai animé, en partenariat avec une association locale, ce groupe de réflexion, composé de jeunes filles de toutes origines.

Le « groupe de parole »[4] s'est d'abord réuni dans un appartement qui est la propriété du centre social, situé au cœur du quartier dans le bâtiment 23. Il a pris forme autour de rencontres régulières (mensuelles) d'une durée de quatre heures, alimentées par des supports variés pour stimuler la réflexion et faciliter le débat (notamment des documentaires vidéo, des émissions de radio, articles de presse, interventions d'invités). Les thèmes sont proposés ou sollicités par les jeunes filles elles-mêmes parce qu'ils les touchent de près. C'est, pour elles, l'occasion de réfléchir à leur histoire, leurs aspirations, leurs motivations. La présence d'une médiatrice culturelle sur le quartier et dans le groupe représentait une valeur sûre aux yeux des parents qui acceptaient mieux ainsi que leurs filles

3. Cette association est basée à l'extérieur du quartier. Elle a pour objectif de prendre en compte les rapports sociaux entre les hommes et les femmes et de s'intéresser à la culture méditerranéenne.
4. Le groupe avait commencé à réunir des jeunes filles de toutes origines. Au début, elles étaient au nombre de huit. Au fil du temps, l'expérience des premières a donné envie aux plus jeunes de venir les rejoindre. En janvier 1999, nous comptons donc trente-cinq filles qui ont participé en moyenne plus de deux ans. En 1994, l'origine culturelle des filles était multiple. Par contre, en 1997, il y a eu une forte demande de jeunes filles d'origine maghrébine âgées en moyenne de dix-sept ans et demi.

assistent aux réunions. Au départ, cependant, leur participation a toujours dû être « conquise » au sein de chaque famille.

Toujours préoccupés du suivi de leur action, les travailleurs sociaux reprochent à ces jeunes filles de ne pas être présentes avec régularité. Ils les considèrent comme peu fiables, ne prenant pas en compte, car ils l'ignorent, ce qui se joue là pour elles. En effet elles ont aussi des contraintes et des conflits à gérer au sein de leur famille, qu'elles ne peuvent pas toujours révéler. Plusieurs d'entre elles sont des aînées suivies par une fratrie de garçons. Elles sont très sollicitées par leurs mères pour se faire aider. Chacune avait une histoire qui transpirait, que l'on sentait sans en connaître tous les tenants et les aboutissants. Dans ce groupe, on ne parlait pas de l'histoire de chacune, mais plutôt de l'histoire du quartier. Lors d'une réunion mixte, organisée à la demande des filles, le débat, qui devait porter sur une pièce de théâtre montée avec des jeunes de Vaulx-en-Velin, s'est déplacé sur la question de leur place dans le quartier et sur leur rapport avec leurs frères. Les filles ont demandé aux garçons pourquoi les frères contrôlaient les sorties de leurs sœurs. Un déséquilibre est apparu entre ces filles qui maniaient déjà habilement la parole en public pour défendre leur point de vue et des garçons plus désarmés, qui, en leur présence, se figeaient, se bloquaient[5]. Cette tentative nous amène à penser qu'il est en l'état impossible de réorganiser une réunion mixte sur le quartier.

Au début, les rencontres se sont déroulées au cœur du quartier, ce qui rassurait les familles. En effet, les volets et la porte d'entrée étaient fermés pendant tout le temps de la réunion. Au fil du temps, à la demande des jeunes filles, les réunions se sont déplacées à la périphérie du quartier, un endroit neutre, sans passé, où elles se sentaient plus en confiance car plus « en retrait » par rapport à leur lieu de résidence. Par la suite, plusieurs locaux à l'extérieur du quartier ont été prêtés, lieux qu'elles considéraient comme anodins. Tout au long de ces années, les réunions ont ainsi été tenues dans des endroits différents. Ces lieux d'échange se sont peu à peu écartés du quartier et rapprochés de la ville. Et c'est aussi dans ce déplacement d'un espace à l'autre que le groupe s'est construit une identité à part

5. C'est le même soir qu'une mère, particulièrement inquiète des fréquentations de sa fille, vient faire un tour. Mise en confiance par la médiatrice parce qu'elle se voit invitée à pénétrer dans la salle pour prendre part à la rencontre, elle s'en retournera, heureusement, sans s'être doutée qu'il y avait des garçons à l'intérieur. Cela aurait suffi à mettre fin à l'expérience, un groupe mixte pouvant être repéré comme une occasion de perdition et de débauche.

entière. Au centre-ville, les réunions s'effectuaient dans les cafés et parfois dans un local associatif féministe (la Gavine). Cet élargissement a donc pris forme autour d'un projet. Il s'agissait pour elles de découvrir d'autres horizons et surtout de « sortir » un jour de la ville même. Dès le départ, un objectif motivant, à long terme, a été posé : « On ira au Festival du cinéma de Créteil ». Cette action clé a nécessité toute une préparation.

De ville en ville

Dans le but de se concilier le bon vouloir des mères pour financer le projet de séjour à Créteil, les éducateurs, avec le soutien des filles, leur ont demandé de préparer un repas, en l'occurrence un couscous. En fait, un peu comme pour un mariage, tout s'organise selon une dynamique qui s'accélère, la tension montant dans les derniers moments. Les mères et les filles ont finalement tout pris en charge. Elles ont préparé la cuisson du couscous à la manière traditionnelle des fêtes collectives, sous la direction d'une *hadja*[6]. Cette réalisation a aussi été l'occasion pour les mères de participer au projet de leurs filles, de mettre leur savoir-faire coutumier à leur service. Elles sortirent pour cela du quartier puisque le repas s'est déroulé dans une salle située à l'extérieur de celui-ci. Ce repas fut un succès : 80 participants y furent accueillis. Lors du débat, après le repas, la maturité dont les filles firent preuve dans leurs interventions permit de mesurer l'apport des trois années de réflexion préparatoires conduites en amont, réflexions imposées par les éducateurs dans un souci de visibilité.

Par la suite, les jeunes filles seront choquées par l'image que la presse a donné de cet événement (*La Dépêche* 1997). Elles y furent présentées comme des « jeunes filles en fleur », « filles à marier » et la journaliste semble s'être laissé surtout charmer par un imaginaire orientaliste folklorisant. La photographie montrant le groupe en train de préparer la cuisine est même sous-titrée : « Le couscous sans cannelle, c'est comme une jeune fille arabe sans maman ». Le problème de l'assignation à un quartier transpire alors dans les débats et les stéréotypes circulent. Les jeunes filles sont repérées comme venant de ce quartier « difficile » à tous les niveaux : d'abord à l'école, puis dans la recherche d'un emploi. Dans les questions qu'on leur pose et

6. Hérite de ce titre une femme qui a effectué son pèlerinage à La Mecque.

les attentes implicites à leur égard qu'elles révèlent, il ressort qu'elles endossent toujours l'histoire de la cité, une histoire, pourtant, qu'elles ne construisent pas.

Cette action « Mémoire de filles, histoires de quartier » interroge certains présupposés et certaines contraintes des politiques publiques de la ville. Ces dernières sont territorialisées et financent des opérations dont elles attendent un certain « retour sur investissement ». Elles exigent donc des objectifs mesurables, des échéances claires, des résultats quantifiables. La politique de la ville vise à résoudre les problèmes les plus visibles dans les quartiers, on livre donc aux garçons des activités prêtes à consommer, sans attendre d'eux ni préparation, ni réflexion particulière. Tel n'est pas le cas pour les filles. Comme elles ne posent pas problème, les actions qui leur sont destinées semblent être un luxe devant être justifié et plus ou moins autofinancé. Il faut noter que l'exigence de préparation des projets apparaît plus grande dans les actions concernant les filles. D'autre part, il semble que, si les filles sortent du quartier, elles ne relèvent plus des dispositifs mis en place pour celui-ci.

Au-delà même de cette action, nous avons remarqué qu'il est opportun d'interroger la manière dont les travailleurs sociaux exercent concrètement leur profession dans le quartier. Pour les éducateurs de rue, essentiellement des hommes, ils circulent, stationnent, discutent avec les jeunes garçons au gré des rencontres avec ces derniers. L'espace quartier est dès lors associé à un espace masculin, que les jeunes filles évitent afin de se préserver du « qu'en-dira-t-on ». Les structures présentes comme les MJC, les clubs de prévention, les associations culturelles font le même constat : les jeunes filles ne les fréquentent pas et deviennent des « circulantes » dans le quartier. Les garçons, en investissant tous les espaces collectifs extérieurs, recréent un espace privé.

Si, comme nous l'avons noté, l'appropriation des espaces collectifs par la classe d'âge des jeunes garçons, cautionnée par la politique de la ville, a pour conséquence l'évitement de ces mêmes espaces par le reste de la population, en retour les garçons, survisibles dans le quartier, sont absents dans la ville tandis que les filles, quasi invisibles dans le quartier, se font remarquer en dehors. Cette configuration obéit à une logique dont il conviendra de dégager les articulations et les enjeux symboliques. Dans ce cas de figure, on assiste bien à une transposition des espaces. L'espace du quartier devient alors l'espace du dedans, l'espace privé des hommes. L'espace du dehors, défini par le milieu de travail ou la poursuite des études, devient le lieu où les filles peuvent trouver une place.

Les mères d'origine maghrébine, quant à elles, s'approprient des espaces collectifs bien institutionnalisés, soit pour des activités culturelles, soit pour des rites comme les mariages ou les fêtes de circoncision. Les femmes passent d'un espace privé à l'autre, créant ainsi des réseaux de rencontres. Du fait de cette circulation, la salle des fêtes ou la salle de couture deviennent alors une extension de leur espace privé, ce qui invite à repenser le rapport privé-public. L'espace du foyer étant un lieu surtout féminin, les hommes y demeurent très peu. Une circulation rythmée par le temps des repas caractérise leur présence diurne. Où se trouve alors la place des pères dans cette configuration ? Si certains pères fréquentent la mosquée, d'autres sortent du quartier, peu de lieux de rencontre y existant pour eux. Ils préfèrent donc rejoindre leurs « collègues » dans les cafés du centre-ville afin d'éviter, comme leurs filles, le regard d'autrui et se protéger ainsi du qu'en-dira-t-on. Finalement, on observe que « mères et fils », du fait des activités qui leurs sont proposées, restent dans le quartier, tandis que « pères et filles », délaissés par les acteurs sociaux, sortent de ce territoire pour s'inscrire dans les espaces collectifs de la ville. On peut se demander si les hommes, à travers ce « glissement d'espace », ne reproduisent pas les fonctionnements qui s'opèrent de manière plus discrète dans leur espace privé. En quelque sorte, un « nouveau » système traditionnel se met en place.

Depuis quelques années, des médiatrices culturelles se trouvent à l'interface du public et du privé. Repérées par les pouvoirs publics, elles sont mises à contribution pour jouer le rôle d'intermédiaire entre les habitants et les politiques des villes. Elles ne doivent pas sortir de leur fonction. Ce sont essentiellement des femmes qui vont être des « circulantes » à l'intérieur même du quartier. Au lieu de ne pouvoir recevoir les femmes que dans les diverses structures qui y sont implantées, elles ont la possibilité, en tant que femmes de la même origine, de pénétrer dans les espaces privés alors que certains travailleurs sociaux ne le peuvent pas. Des tensions naissent alors entre les travailleurs sociaux et ces femmes « médiatrices culturelles », car ces dernières, n'ayant pas de statut institutionnel, ne sont pas reconnues par l'ensemble des acteurs sociaux. Le quartier d'Empalot finit par se découper en fonction des circulations des uns et des autres. Paradoxalement, ce sont les actions mises en œuvre dans ce quartier pour en désenclaver les habitants qui recréent une frontière invisible à laquelle chacun ou chacune se heurte lorsqu'il tente de dire et de raconter son espace.

A Aubière, nous avons vu que l'appropriation des espaces s'était réalisée progressivement en une sorte de « grignotage par les

enfants ». De même, les loisirs ont été créés par ces derniers, sans l'intervention d'acteurs sociaux. Aucune activité culturelle n'a été impulsée de l'extérieur, ce qui a permis aux filles et aux garçons de se retrouver ensemble jusqu'à l'adolescence. Dans ce quartier à Aubière, « c'était comme une grande famille », le bas des immeubles rassemblait alors « les frères et sœurs de voisinage ».

A Empalot, nous observons en revanche un glissement des relations entre filles et garçons, surtout lorsque les premières deviennent actrices dans l'espace public. Une meilleure visibilité de ces dernières à l'extérieur du quartier, à travers une plus grande réussite scolaire, une insertion professionnelle et une prise de parole dans l'espace public, entraîne des effets négatifs sur les relations entre filles et garçons dans l'espace du quartier. Des conflits vont de même naître dans l'espace familial entre frères et sœurs.

L'enquête montre que l'espace public appartient à la population qui l'occupe et non à des personnes venues de l'extérieur comme les travailleurs sociaux tentés, parce qu'ils mettent en place des structures, de l'investir. Face à ce qui est perçu quasiment comme une invasion, quelle est la marge de manœuvre de la population étudiée et comment peut-elle définir son espace ? Si, à Aubière, il s'agit surtout de « grignoter » de plus en plus de lieux dans une progressive « conquête de l'espace », à Empalot, il faut se l'approprier et se le ré-approprier face à des gens venus de l'extérieur.

Par ailleurs, Aubière se singularise par sa « mémoire d'un lieu » qui se transmet même en dehors de l'habitation d'origine. Il y a une mémoire d'un groupe qui passe de lieu en lieu, cité de transit, HLM du bas, HLM du haut, etc. À Toulouse, il existe une mémoire du groupe qui se fonde sur un passé identitaire. Une mémoire collective a été élaborée autour de l'identité, on se reconnaît à travers des pratiques sociales et culturelles. La population d'Empalot va se reconnaître dans une mémoire commune du groupe d'origine, mais pas dans celle d'un espace de vie commun. La différence essentielle réside donc dans le fait qu'à Aubière, on fonctionne sur « une mémoire de vie commune », tandis qu'à Toulouse, il s'agit d'« une mémoire de culture commune ».

Épilogue

Dans le cadre d'un festival intitulé « Couleur d'Algérie » se déroulant au Zénith de Toulouse et organisé par une association culturelle soutenue par le consulat algérien et la Mairie de Toulouse, plusieurs

chanteurs étaient réunis. Étaient également rassemblés pères et mères, filles et garçons des grands ensembles suburbains. Les « jeunes » étaient en bas où ils dansaient sur les rythmes cadencés des groupes. Les pères et mères se trouvaient en haut, assis, se levant et se trémoussant au son de la musique tandis que des youyous fusaient, des foulards étaient noués autour des tailles pour danser. Les femmes avaient revêtu leurs beaux vêtements et les jeunes filles étaient habillées « en tenue de soirée moderne ». La rencontre était placée sous le signe de la culture franco-algérienne, lien entre ici et là-bas, qui permet paradoxalement de réunir l'ensemble d'une population dans un même espace. A Aubière, lorsque l'amicale des Algériens organisait dans les années 1975 des soirées avec la présence de chanteurs, là aussi, les familles étaient réunies, les plus jeunes dansaient. Quand il y a des manifestations culturelles en relation avec le pays d'origine et lorsqu'elles se situent à l'extérieur du quartier, les familles se déplacent donc au complet, le temps de fêter l'événement ou d'assister à un spectacle identitaire collectif. C'est au sein d'un ensemble et d'une conscience identitaire plus large – faire partie de « la population algérienne » tout en étant sur un sol français – que le là-bas de l'imaginaire et l'ici de la réalité se recouvrent le temps d'un spectacle. Les familles se redessinent en prenant place dans l'enceinte de la scène du Zénith selon un modèle conforme à la modernité, les parents « en couple » aux balcons, les enfants – garçons et filles – à l'orchestre selon un partage générationnel, certes, mais qui fait place à un public mixte. Ainsi recomposées, les familles, invisibles dans leur totalité dans l'intimité du quartier, se donnent à voir au complet dans un ailleurs public.

Références bibliographiques

Andezian, S. & J. Streiff-Fenart. 1978. « Transformation des rôles traditionnels chez les femmes immigrées », *Pluriel*, 14, p.53-62.

Boukhobza, N. 2002. *Les femmes dans l'ombre du jour, histoire d'une famille algérienne entre l'Algérie et la France*, Cahors, L'Hydre Éditions.

Bourcheix, P. 1977. *Quant Aubière avait une âme*, Clermont-Ferrand, éd. chez l'auteur.

Collin, F. 1986. « Du privé et du public », *Les Cahiers du GRIF*, 33, p. 47-67.

Gaspard, F. & F. Khosrokhavar. 1994. « La problématique de l'exclusion. De la relation des garçons et des filles de culture musulmane dans les quartiers défavorisés », *Revue française des Affaires sociales*, 2, p. 3-26.

La Dépêche. 8 mars 1997. « Cuisine des mères, mémoire des filles à marier ».
Lepoutre, D. 2001. *Cœur de banlieue ; codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob.
Morokvasic, M. 1983. « Émigration féminine et femmes immigrées : discussion de quelques tendances dans la recherche », *Pluriel*, 36, p. 20-51.
Pétonnet, C. 2002. *On est tous dans le brouillard*, Paris, Éditions du CTHS.
Pottier, C. 1993. « La "fabrication" sociale de médiateurs culturels : le cas de jeunes filles d'origine maghrébine », *Revue européenne des migrations internationales*, IX, 3, p. 177-190.